

*A son retour de la Havane où il venait d'assister à la première conférence de l'Organisation Latino-Américaine de Solidarité (O.L.A.S.), Wilfried Buchett, de passage à Paris a bien voulu accorder à RECHERCHES un entretien dont nous le remercions vivement puisqu'il éclaire d'un jour particulièrement actuel les textes de Fidel Castro et de « Che » Guevara que nous publions dans ce numéro. Avant même que l'ensemble du dossier issu de cette très importante confrontation ne soit connu en France (1), nos lecteurs pourront ainsi prendre connaissance de l'avis d'un éminent spécialiste des problèmes de la guérilla et de la lutte anti-impérialiste au Viet-Nam, sur la lutte armée en Amérique Latine.*

*RECHERCHES : Qu'attendiez-vous de votre assistance à la conférence de l'O.L.A.S. ?*

W. BURCHETT : J'étais allé à la conférence avant tout pour essayer d'éclaircir deux problèmes : tout d'abord il s'agissait de savoir si cette idée avancée par « Che » Guevara de créer deux, trois, d'avantage de Vietnam, était une idée réaliste. Est-ce là une option actuellement transcritible dans les faits ? Je sais combien les Vietnamiens cherchent une aide, un soutien effectif. Mais je sais aussi qu'ils sont contre les sacrifices vains. Il est donc significatif qu'ils approuvent cette thèse qui a été si souvent formulée à la tribune de l'O.L.A.S., selon laquelle « la meilleure façon d'aider le peuple vietnamien est de faire notre propre révolution ». Ce n'est pas pour autant qu'ils approuveraient une aventure risquée, par sentimentalisme et romantisme. Je voulais donc savoir si les conditions pour la lutte armée étaient réunies en Amérique Latine ; si l'entrée dans la guérilla était naturelle ou artificielle. J'ai eu à ce sujet beaucoup de contacts, de discussions avec les délégués. Ce qui m'a permis aussi de comprendre ce qui correspondait à ma seconde préoccupation, les conditions concrètes de la lutte sur le plan politique et militaire.

Mais, bien sûr, j'ai trouvé là-bas beaucoup plus que je n'attendais. Je suis convaincu que cette conférence, et le développement de la guérilla qui la soutenait, marquent un événement historique de la plus haute importance.

---

1) Dossier dont nous reparleront prochainement dans *Recherches*.

Pour revenir à ce problème de la validité des thèses castristes, il est important, je crois, de citer l'attitude de la délégation de la République Démocratique du Vietnam Nord. Elle a procédé à des discussions très approfondies avec chacune des délégations présentes, dont il ne faut pas oublier qu'elles sont pour une part importante, clandestines et coupées de nombre de contacts ; ce n'est qu'après ces consultations qu'elle a vraiment pris la décision de soutenir le principe de la lutte armée en Amérique Latine comme un principe fondamental pour les révolutionnaires. On voit bien ici que leur position ne tient pas seulement au fait que l'existence d'autres fronts de lutte anti-impérialiste les aide dans leur lutte, mais également à ce qu'ils pensent que l'heure de la guérilla a véritablement sonné en Amérique Latine aussi ; le soutien qu'ils apportent aux guérilleros est réel : c'est celui qu'ils apportent en résistant comme ils le font au Vietnam, à l'agression américaine. La guerre du Vietnam aide le déclenchement de la lutte en Amérique Latine, comme la lutte en Amérique Latine va appuyer la lutte du peuple vietnamien. J'ajoute à cela que cette aide réciproque n'est pas seulement politique et stratégique. Elle peut être très matérielle sur un plan technique et militaire.

*RECHERCHES : Au cours de la conférence, vous avez pu rencontrer de nombreuses délégations. Pouvez-vous nous parler de leurs principales préoccupations à l'égard de l'O.L.A.S. ?*

W. BURCHETT : Je crois qu'il s'agissait avant tout de définir de façon désormais incontestable, la ligne révolutionnaire en Amérique Latine. Vénézuéliens, Colombiens, Equatoriens, etc., ont été unanimes à me dire combien la tactique adoptée par les partis communistes « légalistes », orthodoxes comme on dit, nuit à la lutte qu'ils mènent depuis les maquis. Prenons concrètement le cas le plus célèbre celui du Venezuela. Francisco Prada, qui est secrétaire politique du commandement national du F.N.L.-F.A.L.N. m'a rappelé quelle était la tactique du P.C. vénézuélien, il y a encore deux ans, au temps où celui-ci soutenait en principe la guérilla. On formait alors des groupes armés que l'on envoyait dans les montagnes. Mais c'était dans la confusion la plus totale. Aucun plan stratégique et tactique. Aucune coordination. La direction du Parti vénézuélien ne croyait déjà pas au succès de la lutte armée. Il s'agissait d'une attitude irresponsable. On considérait en effet ces maquis comme des objets de négociations, des forces d'appoint. Les militants appliquaient par discipline des consignes qui les menaient à l'échec, parfois à la mort inutile. On a perdu là beaucoup de cadres, et aussi beaucoup d'autorité auprès des masses désorientées par une politique aussi confuse. Nombre de ceux que j'ai pu connaître à la Havane étaient très amers. Les échecs rencontrés alors dans la lutte ne tenaient, en fait, qu'à la ligne du Parti, qui de façon logique en est venu à condamner maintenant la notion de lutte armée, et à ne se soucier que de récupérer sa légalité, et d'entrer dans le jeu de la démocratie représentative, de « l'électoratisme ».

A cela il faut ajouter que l'hostilité de certains partis communistes au principe de la lutte armée, sert considérablement la propagande gouvernementale et celle des impérialistes. La conférence de l'O.L.A.S. avait sans nul doute entre autres fonctions celle de dire clairement aux yeux de tous, quelle était la voie révolutionnaire, et quelle était la voie sans perspectives.

*RECHERCHES : Sur quelles bases repose dans ce cas concret du Venezuela la possibilité de la lutte armée ?*

W. BURCHETT : Je ne peux ici en parler en détail. Mais par exemple, pour justifier sa politique conciliatrice à l'égard du gouvernement Leoni, le P.C. vénézuélien soutient en particulier l'idée selon laquelle le Venezuela serait avant tout un pays urbain ; 65 % de la population résiderait dans les villes ; ce qui est faux, à moins que l'on ne compte comme population urbaine celle des agglomérations de 2.000 paysans ! Et il faut aussi considérer que les faubourgs des villes sont peuplés de paysans sans terres, qui sont venus chercher là des moyens d'existence, mais qui restent foncièrement des paysans. C'est parmi les paysans que se recrutent essentiellement les guerilleros. Encore un rappel du passé : il y a deux ou trois ans, le P.C. vénézuélien envoyait dans les montagnes des militants étudiants ou ouvriers, courageux sans doute, mais qui venant de la ville étaient totalement démunis de compétence sur ce terrain de lutte... J'insiste sur cette idée très importante pour les révolutionnaires latino-américains que la paysannerie est une base fondamentale de la lutte armée, cette paysannerie qui est complètement exploitée, désespérée. Elle possède déjà une forte tradition de lutte ; une fois contactée, convaincue, elle soutient magnifiquement la lutte. Nous sommes donc loin de l'époque où le Parti envoyait dans les montagnes des citadins parce qu'il sous estimait le rôle de la paysannerie dans le processus révolutionnaire. Entendons-nous bien : il ne s'agit pas de mener là une guerre de paysans. C'est une guerre dans les montagnes, appuyée largement sur la paysannerie. Mais vous savez que c'est un souci important à l'heure actuelle que de préciser le rapport qui doit exister entre les maquis et la ville. Armando Hart résumait ainsi la thèse cubaine : « Comptenu des particularités de l'Amérique Latine, l'organisation des armées populaires et de la lutte armée elle-même deviennent un facteur stimulant du mouvement des classes et des couches exploitées contre le système d'oppression ». Il s'agit, en particulier, de gagner l'appui de la classe ouvrière dans sa totalité, par la force de l'exemple que représentent les maquis.

Déjà certains maquis possèdent des appuis réels dans le prolétariat urbain.

Mais il faut bien voir que les partis communistes légalistes ont de solides liens traditionnels avec le prolétariat urbain en particulier, avec des militants valables mais abusés, et qu'il faut convaincre. Lorsque ce qui devrait être l'avant-garde ne donne pas l'exemple qu'on est en droit d'attendre d'elle, alors d'autres doivent prendre ce drapeau, mais cela ne va pas sans difficultés. N'oubliez pas la situation de Cuba à l'époque de Battista !

Tout cela fait penser beaucoup au livre de Régis Debray. On n'en a pas beaucoup parlé dans les commissions de l'O.L.A.S., mais j'ai été frappé par l'importance qu'il a pour les Latino-Américains. Ce n'est pas un ouvrage sur la révolution mondiale, mais sur la voie révolutionnaire en Amérique Latine. Je souligne l'écho de cette idée de Debray selon laquelle la lutte et le « front » ne peuvent être qu'illégaux, de cette autre idée concernant l'unification de la direction politique et de la direction militaire ; de cette idée selon laquelle le Parti doit se développer en même temps qu'avance vers la révolution la lutte armée, etc. Sans être immodeste, je peux aussi mentionner mes livres, peut-être parce qu'ils ont beaucoup été traduits en espagnol, et qu'ils relatent le plus fidèlement possible l'expérience vietnamienne dans les détails (2). Vous ne pouvez imaginer quelle est, pour des Latino-Américains, l'importance de pareilles précisions sur les aspects les plus quotidiens de la lutte des patriotes vietnamiens.

(2) W. Burchett est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages dont trois récents ont été traduits en français : « Vietnam : la seconde résistance » (N.R.F.), « Hanoi sous les bombes », Maspéro. « J'ai visité les zones libérées du Sud-Vietnam » (Hanol, 1965).

*RECHERCHES : Un secrétariat de coordination de l'O.L.A.S. a été constitué, quelle est sa fonction ?*

W. BURCHETT : Vous savez que l'on trouve en particulier dans la lettre de « Che » Guevara, la notion de lutte continentale : parce que les conditions sont à peu près identiques dans tous ces pays, parce que les situations historiques, idéologiques, sociales, économiques sont très proches, une ligne stratégique et tactique commune doit être adoptée. Un commandement unique doit animer cette guerre continentale.

Maintenant des unités spéciales sont constituées, qui vont aider à coordonner les activités politiques et militaires d'un pays à l'autre. Il n'est pas très difficile de passer les frontières, car les maquis se trouvent dans les montagnes, là où en général se situent les frontières. Ajoutez à cela que le congrès a permis à nombre de maquisards de se connaître, de sortir d'un certain isolement local, et de préparer cette coordination. Bien sûr, le secrétariat de l'O.L.A.S. aura aussi une considérable fonction politique, mais c'est cet aspect moins connu des choses que je voulais souligner.

*RECHERCHES : On a beaucoup insisté dans la presse française sur les conflits dont nous avons déjà parlé, entre les « légalistes » et les guerrilleros, en renvoyant ce conflit au conflit sino-soviétique, en essayant de situer très précisément la conférence de l'O.L.A.S. dans les rapports de forces créés au sein du mouvement communiste international.*

W. BURCHETT : Cette conférence était spécifiquement consacrée à l'Amérique Latine et l'on n'y a pas beaucoup parlé d'autre chose. Il y avait là des représentants de l'O.S.P.A.A.L. (3), des pays socialistes, mais à titre d'observateurs. Cette conférence avait pour objet l'étude des conditions concrètes de la lutte armée. Nous l'avons vu, cela appelait de la part de toutes les parties concernées, une prise de position claire. La situation de la lutte sur ce continent ne permet plus les ambiguïtés qui ne servent que l'adversaire. Il était donc normal que soient mis en demeure de se prononcer tous ceux qui ne l'ont pas encore fait, et que soient légitimé la lutte armée de tous ceux qui, tels le Front de Libération Nationale du Venezuela, pratiquent la politique que refuse d'envisager le Parti Communiste vénézuélien. On sait évidemment que les partis communistes qui se réclament de la ligne « soviétique », de la coexistence pacifique, sont opposés aux principes avancés par les révolutionnaires latino-américains. La presse occidentale ne s'est pas privée de dire que Kossyguine était passé récemment à Cuba pour « freiner » Castro. Cette conférence a prouvé que Cuba s'engage pourtant à fond derrière les principes énoncés dans la lettre du « Che ».

Disons, si l'on préfère, que les considérations diplomatiques internationales n'ont en rien changé l'analyse faite de la situation sur le continent américain.

La conférence de l'O.L.A.S. ne s'est pas fondamentalement située par rapport au conflit entre Moscou et Pékin. Il n'est pas de discours important où l'on ait parlé des « dogmatiques », des « sectaires » ou des « révisionnistes ». Je crois que tous ceux qui voulaient vraiment aller de l'avant dans la lutte ont cherché à éviter que les questions ne soient formulées en ces termes qui n'auraient pas éclairé ces problèmes aujourd'hui.

---

(3) L'OSPAAL est issue de la conférence tricontinentale qui s'est tenue il y a moins de deux ans à Cuba.

*RECHERCHES : On a pourtant parlé de tendances conciliatrices, de compromis recherchés, mais aussi de condamnations de l'U.R.S.S...*

W. BURCHETT : A l'évidence, aucune concession sur le fond n'a été faite. Les résolutions adoptées reflètent l'opinion de la majorité des délégations. On a, certes, mentionné la possibilité « d'autres formes de lutte », mais qui ne doivent pas entraver la chose principale : la lutte armée. C'est là une victoire considérable pour les positions du « Che ». Il est vrai que certaines délégations ont menacé de rompre, de partir... Pourtant, dans aucune de leurs interventions, elles ne s'étaient explicitement opposées à la lutte armée... Il faut dire que nul ne l'a fait, même dans le salut porté à la tribune par les pays socialistes occidentaux. Seuls les Tchèques ont osé parler de la coexistence pacifique... Je ne dis là rien de méchant contre eux ; je décris simplement le climat qui régnait, et l'enthousiasme qu'a soulevé l'idée des révolutionnaires latino-américains.

Il y a donc eu des accrochages et il est probable qu'en admettant dans la résolution finale la possibilité d'autres formes de lutte que la lutte armée, on a fait une concession. Mais il est stipulé tout de suite après, que ces autres formes de lutte ne doivent en rien aller à l'encontre de la lutte armée considérée comme l'élément fondamental et décisif.

On a dit dans certains journaux français, et notamment dans *l'Humanité*, que l'Union Soviétique avait été mise en cause à la conférence parce qu'elle entretient des relations commerciales avec les gouvernements pro-impérialistes d'Amérique Latine. C'est absolument faux. Une telle condamnation serait stupide : un état socialiste a tout à fait le droit de procéder à un commerce qui lui soit bénéfique dans la situation actuelle. Par contre, ce qui a été condamné, c'est *l'aide financière et technique* accordée par l'U.R.S.S. à certains pays d'Amérique du Sud : prêts à long terme, aide technique, etc., car cela ne fait qu'aider objectivement les oligarchies locales et, du même coup, les U.S.A., puisqu'au moment où ils s'embourbent au Vietnam, on les décharge d'une partie de leurs responsabilités à l'égard de leurs néo-colonies. Cette aide financière et technique n'apporte rien au peuple, mais beaucoup au capitalisme et à l'impérialisme. Et, en cela, elle tombe légitimement sous le coup des critiques des révolutionnaires latino-américains.

*RECHERCHES : Qu'en est-il de cette troisième voie dont certains correspondants de presse ont voulu célébrer la naissance, entre la voie soviétique et la voie chinoise ?*

W. BURCHETT : Certains s'interrogeaient beaucoup sur la position qu'allait prendre la délégation de la République Démocratique du Vietnam Nord. J'ai dit qu'elle a soutenu sans réserves le principe de la lutte armée...

*RECHERCHES : Explicitement, et contre l'idée de la lutte légaliste ?*

W. BURCHETT : Oui, sans s'embarraßer de ce que cela a de contraire à la ligne générale de l'Union Soviétique et des partis communistes occidentaux. Le F.N.L. et la Corée ont pris la même position sans équivoque.

De nombreux militants révolutionnaires présents à la Havane, ont aussi

manifesté en connaissance de cause leur appui aux thèses que l'on appelle castristes, mais qui sont réellement celles de tous les révolutionnaires latino-américains. Je dois dire en particulier, l'importance qu'ont eu les déclarations de Stokely Carmichael, le dirigeant noir américain, lorsqu'il est venu rappeler que l'on se battait contre l'impérialisme au Vietnam, en Amérique du Sud, mais aussi à l'intérieur des U.S.A.

Il est donc vrai qu'il y a une communauté de points de vue entre la Corée, le Vietnam, Cuba et nombre de révolutionnaires. Il est vrai aussi que ces trois petits pays ont le même problème : les impérialistes américains sont sur leur territoire. Mais cela ne doit pas masquer cette idée force qui est la leur, selon laquelle chaque pays doit résoudre ses propres problèmes, selon ses propres conditions spécifiques. L'on n'a pas à se demander sans cesse si l'on est pour Pékin, Moscou ou d'autres. En Corée on est pour Pjong-Jang, au Vietnam pour Hanoi, à Cuba pour la Havane. Il ne s'agit nullement de créer une troisième voie. Il y a une voie, c'est celle de la révolution. Si l'U.R.S.S., ou la Chine la soutiennent, tant mieux, sinon c'est regrettable. Quant à eux, c'est là leur ligne, et ils pensent remplir ainsi leur devoir révolutionnaire national et international.

(Propos recueillis et retranscrits par Michel Rostain, Serge July et Evelyne Haas.)

*Documents et Débats :*  
*L'Amérique Latine*



## PRÉSENTATION

Le G.R.I.M.E. (Groupe de Recherche Institutionnelle sur le Mouvement Etudiant) et un certain nombre d'autres membres de la F.G.E.R.I. se proposent d'engager une réflexion sur un phénomène assez nouveau qui est en train d'apparaître, depuis 1962, dans les débats idéologiques de ce qu'il est convenu d'appeler le Mouvement Communiste International ; ils se proposent également de convier d'autres groupes de la F.G.E.R.I. à une discussion sur cette question.

Jusqu'à une époque récente, ce débat se développait sous des formes assez classiques entre les quatre vingt partis communistes, dont les plus influents se trouvaient à la direction des plus puissants Etats socialistes. Cette caractéristique semblerait actuellement s'estomper en ce sens que l'élaboration théorique tendrait à se développer en connexion plus directe avec l'expérience concrète des mouvements eux-mêmes.

C'est déjà un phénomène de ce type qui, semble-t-il, s'était manifesté en Yougoslavie et en Chine. La révolution chinoise et la construction du socialisme en Yougoslavie s'étaient effectuées, d'une certaine façon, en marge des conceptions alors dominantes ; et les partis dirigeants dans ces deux pays avaient contribué par la suite, compte tenu des conditions spécifiques de leur expérience et de leurs différences avec celles de l'U.R.S.S., à développer d'après controverses au sein du mouvement ouvrier international, apparaissant comme des dissidents. Cette question de la relation entre l'élaboration d'une théorie politique et l'expérience qui en constitue le support, pourrait conduire à considérer, en schématisant de façon peut être excessive, que l'on pourrait ramener à quatre les modes d'abord méthodologiques différents dans les analyses marxistes contemporaines.

1° Les textes officiels du Mouvement Communiste International de 1957 et de 1960 représentaient le *résultat d'un compromis* difficilement élaboré, en particulier à la Conférence des 81 partis de 1960, entre les différentes tendances du Mouvement Communiste, dont ils constituèrent l'idéologie officielle. A ce titre, ces textes expriment pourrait-on dire l'état des rapports de force existant, à un moment donné, entre les différents partenaires du Mouvement Communiste et expriment d'une certaine façon l'état des relations entre celui-ci et les puissances occidentales.

2° La recherche théorique d'un Louis Althusser constitue un effort de retour aux sources de la pensée marxiste. La théorie de Marx est

prise « à la lettre », grâce à une étude approfondie et « interprétative » des textes fondamentaux de Marx, Engels, etc. Tels quels, ces textes conserveraient toute leur actualité et les *erreurs de la théorie*, source principale des erreurs politiques, seraient dues à une méconnaissance de la signification sous-jacente qui ne peut être restituée que par une « lecture » appropriée de Marx.

3° La tentative de Jean-Paul Sartre, dont l'origine est antérieure à la précédente mais dont la méthodologie nous semble dans son prolongement, pourrait être caractérisée comme la recherche d'une *difficile unité* entre une tradition philosophique qui va de Descartes à Husserl et Heidegger et le « marxisme quotidien » tel qu'il s'est développé pendant toute une période historique confuse et complexe, dont Sartre estime que l'interprétation classique de la philosophie marxiste, dans sa simplicité ne suffit pas à rendre compte, et par laquelle par ailleurs il se sent étroitement impliqué. Si la dialectique est véritablement le mouvement de l'histoire, alors le problème philosophique posé est, au départ, celui des conditions d'intelligibilité de la dialectique et des conditions de possibilité de l'émergence d'une praxis révolutionnaire.

4° Le phénomène nouveau sur lequel nous voudrions ouvrir un large débat réside, selon nous, dans l'apparition d'une méthodologie « de fait » selon laquelle la contribution à la discussion théorique émergerait d'une *pratique révolutionnaire* autonome des mouvements de libération (par exemple en Amérique Latine) qui impliquerait la théorisation des éléments spécifiques de cette pratique.

Cette démarche n'est d'ailleurs pas uniquement implicite comme on pourra le constater dans certains passages des textes de Che Guevara et de Fidel Castro qui sont ici présentés. S'agit-il d'un phénomène transitoire, lié à la situation particulière de l'Amérique Latine (puisque'elle est concernée au premier chef) et destiné à se trouver résorbé dans une nouvelle formulation homogène résultant d'un « recollage » général entre les différents morceaux du mouvement communiste ? Ou s'agit-il d'un phénomène nouveau profond et durable qui bouleversera radicalement les bases mêmes du rapport de la théorie marxiste à la réalité historique ?

« Recherches » se propose d'ouvrir le débat sur cette question en publiant les textes qui en traitent quel que soit l'horizon politique dont ils proviennent ; il est bien entendu qu'ils ne sauraient engager que les positions prises par les uns et les autres dans le débat et ne saurait en quoi que ce soit engager la F.G.E.R.I. et « Recherches » en tant que tels. C'est en vue d'amorcer ce débat que nous publions, à titre de document, le discours que Fidel Castro prononça le 13 mars dernier et le message du commandant « Che » Guevara à la Tricontinentale. Nous présenterons ultérieurement un texte sur le parti communiste indonésien, la révolution culturelle en Chine, éventuellement sur les problèmes de la planification en U.R.S.S. et les autres textes qui pourront nous être envoyés.

Le Secrétariat du G.R.I.M.E.

## CRÉER DEUX, TROIS... DE NOMBREUX VIET-NAM, VOILA LE MOT D'ORDRE

*C'est l'heure des fours, et on doit voir seulement de la lumière.*

José MARTI.

Vingt et un ans se sont déjà écoulés depuis la fin du dernier conflit mondial, et diverses publications, dans un grand nombre de langues, célèbrent l'événement symbolisé par la défaite du Japon. Il y a une atmosphère d'optimisme apparent dans de nombreux secteurs des camps dissemblables en quoi est divisé le monde.

Vingt et un ans sans guerre mondiale, en ces temps de suprêmes affrontements, de chocs violents et de brusques changements, semblent un chiffre très élevé. Mais, sans analyser les résultats pratiques de cette paix pour laquelle nous sommes tous disposés à lutter, (la misère, la dégradation, l'exploitation chaque jour plus grande d'énormes secteurs du monde) il convient de se demander si cette paix est réelle.

Ce n'est pas le propos de ces notes de faire l'historique des divers conflits de caractère local qui se sont succédés depuis la reddition du Japon ; ce n'est pas non plus notre tâche de dresser le bilan, abondant et croissant, des luttes civiles qui se sont déroulées au cours de ces années de prétendue paix. Il nous suffit d'opposer à cet optimisme démesuré les exemples des guerres de Corée et du Viet-Nam.

Dans la première, après des années de lutte féroce, la partie nord du pays fut l'objet de la plus terrible dévastation qui figure dans les annales de la guerre moderne ; criblée de bombes, sans usines, sans écoles et sans hôpitaux, sans aucun genre d'abri pour dix millions d'habitants.

Dans la guerre de Corée intervinrent, sous le drapeau déloyal des Nations Unies, des dizaines de pays sous la conduite militaire des Etats-Unis, avec la participation massive de soldats américains, et l'emploi, comme chair à canon, de la population sud-coréenne enrôlée. Dans le camp adverse, l'armée et le peuple de la Corée et les volontaires de la République Populaire Chinoise comptèrent sur le ravitaillement et l'assistance de l'appareil militaire soviétique. Du côté américain, on se livra à toutes sortes d'essais d'armes de destruction, excluant les armes thermonucléaires, mais incluant les armes bactériologiques et chimiques, à une échelle limitée.

Au Viet-Nam se sont succédées des actions de guerre, menées par les forces patriotiques de ce pays, presque sans interruption, contre trois puissances impérialistes : le Japon dont la puissance devait subir une chute verticale à partir des bombes d'Hiroshima et de Nagasaki ; la France qui récupéra de ce pays vaincu ses colonies indochinoises et

ignora les promesses faites dans les moments difficiles ; les Etats-Unis à cette dernière étape de la lutte.

Il y eut des affrontements limités sur tous les continents, encore que sur le continent américain, pendant longtemps, il s'est produit seulement des tentatives de lutte de libération et des coups d'Etat, jusqu'au moment où la Révolution cubaine sonnera le clairon d'alarme sur l'importance de cette région et provoquera la rage des impérialistes, ce qui l'obligea à défendre ses côtes à Playa Giron, d'abord, et pendant la Crise d'Octobre, ensuite.

Ce dernier incident aurait pu provoquer une guerre aux proportions incalculables, à cause de l'affrontement entre Américains et Soviétiques, au sujet de Cuba.

Mais, évidemment, le foyer des contradictions, en ce moment, se trouve dans les territoires de la péninsule indochinoise et dans les pays voisins. Le Laos et le Viet-Nam sont secoués par des guerres civiles, qui cessent de l'être par la présence, avec toute sa puissance, de l'impérialisme américain, et toute la zone se change en un dangereux détonateur prêt à exploser.

Au Viet-Nam l'affrontement a pris des caractéristiques d'une extrême acuité. Ce n'est pas notre propos, ici non plus, de faire l'historique de cette guerre. Nous signalerons simplement quelques points de repère.

En 1954, après la défaite écrasante de Dien-Bien-Phu, on signa les accords de Genève, qui divisaient le pays en deux zones et stipulaient la célébration d'élections dans un délai de 18 mois, pour décider qui devait gouverner le Viet-Nam et comment le pays se réunifierait. Les Américains ne signèrent pas ce document, et commencèrent à manœuvrer pour substituer l'empereur Bao-Dai, fantoche français, par un homme répondant à leurs intentions. Ce fut Ngo Dinh Diem dont la fin tragique — celle de l'orange exprimée par l'impérialisme — est connue de tous.

L'optimisme régna dans le camp des forces populaires durant les mois consécutifs à la signature des accords de Genève. On démantela au sud du pays les dispositifs de lutte anti-française et on s'attendait à l'exécution du pacte. Mais les patriotes ne tardèrent pas à comprendre qu'il n'y aurait pas d'élections à moins que les Etats-Unis ne se sentent à même d'imposer leur volonté aux urnes, ce qui ne pouvait avoir lieu, même s'ils avaient recours à toutes les formes de fraude dont ils ont le secret.

Les luttes reprirent de nouveau au sud du pays, et acquirent peu à peu une plus grande intensité, jusqu'au moment actuel où l'armée américaine est composée de près d'un demi million d'envahisseurs, tandis que les forces fantoches diminuent en nombre et perdent totalement leur combativité.

Il y a environ deux ans que les Américains ont commencé le bombardement systématique de la République Démocratique du Viet-Nam

dans une tentative de plus pour freiner la combativité du Sud et l'obliger à participer à une conférence à partir d'une situation de force. Les bombardements au début furent plus ou moins isolés et se présentaient sous le masque de représailles pour de prétendues provocations du Nord. Par la suite ces bombardements augmentèrent en intensité, devinrent méthodiques, jusqu'à se changer en une gigantesque battue réalisée par les unités aériennes des Etats-Unis, jour après jour, dans le but de détruire tout vestige de civilisation dans la région septentrionale du pays. Il s'agit d'un épisode de l'escalade, tristement célèbre.

Les objectifs matériels du monde yankee ont été pour la plupart atteints malgré la résistance résolue des unités anti-aériennes du Viet-Nam, malgré les 1700 avions abattus, et malgré l'aide du camp socialiste en matériel de guerre.

Il y a une pénible réalité : le Viet-Nam, cette nation qui incarne les aspirations, les espérances de victoire de tout un monde oublié, est tragiquement seul.

La solidarité du monde progressiste avec le peuple du Viet-Nam ressemble à l'amère ironie que pour les gladiateurs du cirque romain signifiait l'encouragement de la plèbe. Il ne s'agit pas de souhaiter du succès à la victime de l'agression, sinon de partager son sort, de l'accompagner dans la mort ou la victoire.

Quand nous analysons la solitude vietnamienne nous sommes saisis par l'angoisse de ce moment illogique de l'humanité.

L'impérialisme américain est coupable d'agression ; ses crimes sont immenses et s'étendent au monde entier. Cela, nous le savons, messieurs ! Mais sont aussi coupables ceux qui, à l'heure de la décision, ont hésité à faire du Viet-Nam une partie inviolable du territoire socialiste, en courant, oui, les risques d'une guerre à l'échelle mondiale, mais obligeant aussi les impérialistes américains à se décider. Et sont coupables ceux qui poursuivent une guerre d'insultes et de crocs-en-jambe, commencée il y a déjà longtemps par les représentants des deux plus grandes puissances du camp socialiste.

Posons la question, pour obtenir une réponse honnête : le Viet-Nam est-il oui ou non isolé, se livrant à des équilibres dangereux entre les deux puissances qui se querellent ?

Et quelle grandeur celle de ce peuple ! Quel stoïcisme et quel courage, ceux de ce peuple ! Et quelle leçon cette lutte représente pour le monde !

Nous ne saurons pas avant longtemps si le président Johnson pensait sérieusement entreprendre certaines des réformes nécessaires à un peuple pour enlever leur acuité à des contradictions de classe qui se manifestent avec une force explosive et toujours plus fréquemment. Ce qui est certain c'est que les améliorations annoncées sous le titre pompeux de lutte pour la « grande société » sont tombées dans la bouche d'égoût du Viet-Nam.

La plus grande des puissances impérialistes sent dans ses entrailles la perte de sang provoquée par un pays pauvre et arriéré et sa fabuleuse

économie se ressent de l'effort de guerre. Tuer cesse d'être le commerce le plus lucratif des monopoles. Des armes de défense, et non en quantité suffisante, voilà tout ce qu'ils possèdent ces soldats merveilleux, en plus de l'amour de la patrie, de leur société et un courage à toute épreuve. Mais l'impérialisme s'enlise au Viet-Nam, il ne trouve pas d'issue et il cherche désespérément un chemin qui lui permette d'éviter le péril où il est pris. Mais les « quatre points » du Nord et les « cinq points » du Sud le tenaillent, rendant encore plus décidé l'affrontement. Tout semble indiquer que la paix, cette paix précaire à laquelle on a donné ce nom seulement parce qu'aucun conflit mondial ne s'est produit, est de nouveau en danger de se rompre contre une initiative irréversible, et inacceptable, prise par les Américains.

Et à nous, les exploités du monde, quel est le rôle qui nous revient ? Les peuples de trois continents observent et apprennent leur leçon au Viet-Nam. Vu que les impérialistes, avec la menace de la guerre, exercent leur chantage sur l'humanité, la réponse juste c'est de ne pas avoir peur de la guerre. Attaquer durement et sans interruption à chaque point de l'affrontement doit être la tactique générale des peuples.

Mais, aux endroits où cette paix misérable que nous subissons nous a été brisée, quelle sera notre tâche ? Nous libérer à n'importe quel prix.

Le panorama du monde offre une grande complexité. La tâche de la libération attend encore des pays de la vieille Europe, suffisamment développés pour sentir toutes les contradictions du capitalisme, mais si faibles qu'ils ne peuvent pas suivre la voie de l'impérialisme ou s'engager dans cette voie. Là les contradictions atteindront dans les prochaines années un caractère explosif, mais leurs problèmes — et par conséquent leur solution — sont différents de ceux de nos peuples dépendants et arriérés économiquement.

Le champ fondamental d'exploitation de l'impérialisme embrasse les trois continents arriérés : l'Amérique, l'Asie, et l'Afrique. Chaque pays a des caractéristiques propres, mais les continents dans leur ensemble les présentent aussi.

L'Amérique constitue un ensemble plus ou moins homogène et dans presque la totalité de son territoire les capitaux monopolistes américains maintiennent une primauté absolue. Les gouvernements fantoches, ou dans le meilleur des cas, faibles et craintifs ne peuvent s'opposer aux ordres du maître yankee. Les Américains sont parvenus au faite de leur domination politique et économique et ils ne peuvent plus avancer ; n'importe quel changement dans la situation pourrait se changer en un recul de leur primauté. Leur politique est de conserver ce qu'ils ont conquis. La ligne d'action se limite au moment actuel à l'emploi brutal de la force pour étouffer les mouvements de libération, de quelque nature que ce soit.

Sous le slogan « nous ne permettrons pas un autre Cuba », se dissimule la possibilité de commettre des agressions sans danger, comme celle

perpétrée contre la République Dominicaine, ou antérieurement, le massacre de Panama, et le clair avertissement que les troupes yankee sont disposées à intervenir n'importe où en Amérique où l'ordre établi est troublé, mettant en péril les intérêts américains. Cette politique bénéficie d'une impunité presque absolue ; l'OEA, pour discréditée qu'elle soit, est un masque commode ; l'ONU est d'une inefficacité qui confine au ridicule et au tragique ; les armées de tous les pays de l'Amérique sont prêtes à intervenir pour écraser leurs peuples. De fait s'est formée l'internationale du crime et de la trahison.

Par ailleurs, les bourgeoisies autochtones ont perdu toute leur capacité d'opposition à l'impérialisme — si elles l'eurent une fois — et elles forment maintenant son arrière cour. Il n'y a plus d'autres changements à faire : ou révolution socialiste ou caricature de la révolution.

L'Asie est un continent aux caractéristiques différentes. Les luttes de libération contre une série de pouvoirs coloniaux européens, donnèrent comme résultat l'établissement de gouvernements plus ou moins progressistes, dont l'évolution ultérieure a été, dans certains cas, l'approfondissement des objectifs primaires de la libération nationale et dans d'autres cas le retour à des positions pro-impérialistes.

Du point de vue économique, les Etats-Unis avaient peu à perdre et beaucoup à gagner. Les changements les favorisent ; on lutte pour évincer d'autres puissances néo-coloniales, pour pénétrer dans de nouvelles sphères d'action sur le terrain économique, parfois directement, d'autres fois en utilisant le Japon.

Mais il existe des conditions politiques spéciales, surtout dans la péninsule indochinoise, qui donnent à l'Asie des caractéristiques d'une importance exceptionnelle et qui jouent un rôle important dans la stratégie militaire globale de l'impérialisme américain. Celui-ci étend un cercle autour de la Chine à travers la Corée du Sud, le Japon, Taiwan, le Sud-Viet-Nam et la Thaïlande, au moins.

Cette double situation : un intérêt stratégique aussi important que l'encercllement militaire de la République Populaire Chinoise et l'ambition des capitaux yankee d'avoir accès à ces grands marchés qu'ils ne dominent pas encore, font que l'Asie est l'un des lieux les plus explosifs du monde actuel, malgré l'apparente stabilité qui règne en dehors de la zone vietnamienne.

Appartenant géographiquement à ce continent, mais avec des contradictions qui lui sont propres, le Moyen-Orient est en pleine ébullition, sans que l'on puisse prévoir les proportions que prendra cette guerre froide entre Israël, soutenu par les impérialistes, et les pays progressistes de la région. C'est un autre parmi les volcans qui menacent le monde.

L'Afrique offre les caractéristiques d'un champ presque vierge pour l'invasion néo-coloniale. Il s'y est produit des changements qui, dans une certaine mesure, ont obligé les puissances néo-coloniales à céder leurs anciennes prérogatives de caractère absolu. Mais quand les

processus se développent sans interruption, au colonialisme succède sans violence un néo-colonialisme dont les effets sont identiques, en ce qui concerne la domination économique.

Les Etats-Unis n'ont pas de colonies dans cette région et maintenant ils luttent pour pénétrer dans les anciennes chasse-gardées de leurs partenaires. On peut assurer que l'Afrique constitue, dans les plans stratégiques de l'impérialisme américain un réservoir à long terme ; ses investissements actuels sont importants seulement dans l'Union Sud-Africaine et sa pénétration commence au Congo, au Nigéria, et dans d'autres pays, où s'amorce une violente concurrence, (avec des caractéristiques pacifiques jusqu'ici) avec d'autres puissances impérialistes.

L'impérialisme n'a pas encore de grands intérêts à défendre, sauf son prétendu droit d'intervention dans n'importe quel endroit du monde où ses monopoles flairent de bons profits ou l'existence de grandes réserves de matières premières.

Tous ces antécédents rendent licite la question posée, touchant les possibilités de libération des peuples, à court ou à long terme.

Si nous analysons l'Afrique nous verrons qu'on lutte avec une certaine intensité dans les colonies portugaises de Guinée, du Mozambique et de l'Angola, avec un succès notable dans la première, un succès variable dans les deux autres. Qu'on assiste encore à la lutte entre les successeurs de Lumumba et les vieux complices de Tshombé au Congo, lutte qui au moment actuel, semble s'incliner en faveur des derniers, qui ont « pacifié » à leur propre profit une grande partie du pays, bien que la guerre s'y maintienne encore à l'état latent.

En Rhodésie, le problème est différent : l'impérialisme britannique a utilisé tous les mécanismes à sa portée pour livrer le pouvoir à la minorité blanche qui le détient actuellement. Le conflit, du point de vue de l'Angleterre, est absolument anti-officiel, sinon que cette puissance avec son habilité diplomatique habituelle — appelée aussi clairement hypocrisie — présente une façade de malaise face aux mesures prises par le gouvernement de Ian Smith, et son attitude rusée bénéficie de l'appui de certains pays du Commonwealth qui la suivent, et est attaquée par une bonne partie des pays de l'Afrique Noire, qu'ils soient ou non de dociles vassaux de l'impérialisme anglais.

En Rhodésie la situation peut devenir extraordinairement explosive si se cristallisent les efforts des patriotes noirs pour prendre les armes et si ce mouvement reçoit effectivement l'appui des nations africaines voisines. Mais, pour le moment, tous ces problèmes sont discutés dans des organismes aussi inopérants que l'ONU, le Commonwealth ou l'OUA.

Néanmoins l'évolution politique et sociale de l'Afrique ne laisse pas prévoir une situation révolutionnaire continentale. Les luttes de libération contre les Portugais doivent déboucher sur la victoire, mais le Portugal ne signifie rien sur la liste des employés de l'impérialisme.

Les affrontements de portée révolutionnaire sont ceux qui mettent en échec tout l'appareil impérialiste, mais nous ne devons pas pour autant cesser de lutter pour la libération des trois colonies portugaises et pour l'approfondissement de leurs révolutions.

Quand les masses noires de l'Afrique du Sud ou de la Rhodésie auront commencé leur authentique lutte révolutionnaire, une nouvelle époque aura commencé en Afrique, ou quand les masses appauvries se lanceront à l'action pour arracher des mains des oligarchies gouvernantes leur droit à une vie digne.

Jusqu'à maintenant les coups d'Etat se succèdent où un groupe d'officiers remplace un autre groupe ou un gouvernant qui ne sert plus ses intérêts de caste ni ceux des puissances qui les manient sournoisement, mais il n'y a pas de convulsions populaires. Au Congo, le souvenir de Lumumba a animé ces caractéristiques qui ont perdu leur force au cours des derniers mois.

En Asie, comme nous l'avons vu, la situation est explosive, et les points de friction ne se trouvent pas seulement au Viet-Nam et au Laos où on lutte. Ils se trouvent également au Cambodge où peut commencer à n'importe quel moment l'agression américaine directe, de même en Thaïlande, en Malaisie, et évidemment en Indonésie, où nous ne pouvons penser que le dernier mot ait été dit, malgré l'anéantissement du Parti communiste de ce pays quand les réactionnaires prirent le pouvoir. Et, il y a, bien sûr, le Moyen-Orient.

En Amérique Latine, on lutte les armes à la main au Guatemala, en Colombie, au Venezuela, et en Bolivie, et les premiers signes se manifestent déjà au Brésil. Il y a d'autres foyers de résistance qui surgissent et s'éteignent. Mais presque tous les pays de ce continent sont mûrs pour une pareille lutte, laquelle pour triompher exige pour le moins l'instauration d'un gouvernement de tendance socialiste.

Dans ce continent, on parle pratiquement une seule langue, sauf le cas exceptionnel du Brésil dont le peuple peut être compris des peuples de langue espagnole, étant donné la similitude existant entre les deux langues. Il y a une identité si grande entre les classes de ces pays qu'ils parviennent à une identification de caractère « international américain », beaucoup plus complète que sur d'autres continents. Langue, coutumes, religion, le même maître, sont les facteurs qui les unissent. Le degré et les formes d'exploitation sont identiques quant à leurs effets, tant pour les exploités que pour les exploités de la plupart des pays de notre Amérique. Et la rébellion est en train de mûrir à un rythme accéléré.

Nous pouvons nous demander : cette rébellion comment fructifiera-t-elle ? Quelle forme prendra-t-elle ? Nous avons soutenu depuis longtemps qu'étant donné les caractéristiques similaires, la lutte en Amérique acquerra, à son tour, des dimensions continentales. L'Amérique sera le théâtre de nombreuses grandes batailles livrées par l'humanité pour sa libération.

Dans le cadre de cette lutte de portée continentale, les luttes qui se

poursuivent actuellement de façon active sont seulement des épisodes, mais elles ont déjà donné les martyrs qui auront leur place dans l'histoire américaine pour avoir donné leur quote-part de sang nécessaire à cette dernière étape de la lutte pour la pleine liberté de l'homme. Dans ce martyrologue figureront les noms du Commandant Turcios Lima, du père Camilo Torres, du Commandant Fabricio Ojeda, des Commandant Lóbaton et Luis de la Puente Uceda, figures de premier plan dans les mouvements révolutionnaires du Guatemala, de la Colombie, du Venezuela et du Pérou.

Mais la mobilisation active du peuple crée ses nouveaux dirigeants ; César Montes et Yon Sosa lèvent le drapeau au Guatemala, Fabio Vázquez et Marulanda le font en Colombie, Douglas Bravo à l'occident et Américo Martín dans les montagnes du Bachiller dirigent leurs fronts respectifs au Venezuela.

De nouveaux foyers de guerre surgiront dans ces pays-là et d'autres pays américains, comme c'est déjà le cas en Bolivie ; et de plus en plus ils augmenteront, avec toutes les vicissitudes qu'implique ce métier dangereux de révolutionnaire moderne. Beaucoup mourront victimes de leurs erreurs, d'autres tomberont dans le dur combat qui s'approche ; de nouveaux lutteurs et de nouveaux dirigeants surgiront dans l'ardeur de la lutte révolutionnaire. Le peuple formera peu à peu ses combattants et ses guides dans le cadre sélectif de la guerre même, et les agents yankee de répression augmenteront. Aujourd'hui il y a des conseillers dans tous les pays où se poursuit la lutte armée et l'armée péruvienne réalisa, à ce qu'il paraît avec succès, une battue contre les révolutionnaires de ce pays, lui aussi conseillé et entraîné par les yankee. Mais si les foyers de guerre sont dirigés avec suffisamment d'intelligence politique et militaire, ils deviendront imbattables, et exigeront de nouveaux envois des yankee. Au Pérou même, de nouvelles figures, pas encore connues, réorganisent la lutte de guérilla avec ténacité et fermeté. Peu à peu, les armes obsolètes qui servent à réprimer de petites bandes armées, céderont la place à des armes modernes et les groupes de conseillers seront remplacés par des combattants américains, jusqu'à ce que, à un moment donné, ils se voient forcés d'envoyer des effectifs croissants de troupes régulières pour assurer la stabilité relative d'un pouvoir dont l'armée nationale fantoche se désintègre sous les coups des guérillas. C'est la voie prise par le Viet-Nam ; c'est le chemin que doivent suivre les peuples ; c'est le chemin que suivra l'Amérique, avec la caractéristique spéciale que les groupes en armes pourront former des Conseils de Coordination pour rendre difficile la tâche répressive de l'impérialisme yankee et faciliter leur propre cause.

L'Amérique, continent oublié par les dernières luttes politiques de libération, qui commence à se faire sentir à travers la Tricontinentale par la voix de l'avant-garde de ses peuples, qui est la Révolution cubaine, aura une tâche d'un relief beaucoup plus important : celle de la création du Second ou Troisième Viet-Nam ou du Second et Troisième Viet-Nam du monde.

En définitive, il faut tenir compte du fait que l'impérialisme est un système mondial, étape suprême du capitalisme, et qu'il faut le battre dans un grand affrontement mondial. Le but stratégique de cette lutte doit être la destruction de l'impérialisme. Le rôle qui nous revient à nous, les exploités et les sous-développés du monde, c'est d'éliminer les bases de subsistance de l'impérialisme : nos pays opprimés, d'où ils tirent des capitaux, des matières premières, des techniciens et des ouvriers à bon marché et où ils exportent de nouveaux capitaux — des instruments de domination — des armes et toutes sortes d'articles, nous soumettant à une dépendance absolue.

L'élément fondamental de ce but stratégique sera alors la libération réelle des peuples ; libération qui se produira à travers la lutte armée, dans la majorité des cas, et qui prendra inéluctablement en Amérique la caractéristique d'une Révolution socialiste.

A envisager la destruction de l'impérialisme, il convient d'identifier sa tête, qui n'est autre que les Etats-Unis d'Amérique.

Nous devons exécuter une tâche de caractère général, dont le but tactique est de tirer l'ennemi de son élément, l'obligeant à lutter dans des endroits où ses habitudes de vie se heurtent au milieu ambiant. Il ne faut pas sous-estimer l'adversaire ; le soldat américain a des capacités techniques et il est soutenu par des moyens d'une ampleur telle qu'il devient redoutable. Il lui manque essentiellement la motivation idéologique que possèdent à un très haut degré ses plus opiniâtres rivaux d'aujourd'hui : les soldats vietnamiens. Nous pourrions triompher sur cette armée dans la mesure seulement où nous parviendrons à miner son moral. Et celui-ci sera miné à force d'infliger à cette armée des défaites et de lui causer des souffrances répétées.

Mais ce petit tableau de victoires implique de la part des peuples des sacrifices immenses, sacrifices qui doivent être consentis dès aujourd'hui, à la lumière du jour et qui peut-être seront moins douloureux que ceux qu'ils auront à endurer si nous évitons constamment le combat, pour faire en sorte que ce soit d'autres qui nous tirent les marrons du feu.

Il est évident que le dernier pays qui se libèrera, le fera probablement sans lutte armée et les souffrances d'une guerre longue et cruelle, comme celle que font les impérialistes, seront épargnées à ce peuple. Mais peut-être sera-t-il impossible d'éviter cette lutte ou ses conséquences, dans un conflit de caractère mondial où l'on souffre de manière égale, si ce n'est pas plus. Nous ne pouvons pas prévoir l'avenir, mais nous ne devons jamais céder à la lâche tentation d'être les porte-étendards d'un peuple qui aspire à la liberté, mais qui se dérobe à la lutte qu'elle implique et attend la victoire comme une aumône.

Il est absolument juste d'éviter tout sacrifice inutile. C'est pourquoi il est si important de faire la lumière autour des possibilités effectives dont l'Amérique dépendante dispose pour se libérer par des moyens pacifiques. La réponse à cette interrogation est claire pour nous ;

le moment actuel pourra être, oui ou non, le moment indiqué pour déclencher la lutte, mais nous ne pouvons nous faire aucune illusion, ni nous n'en avons le droit, de conquérir la liberté sans combattre. Et les luttes ne seront pas de simples combats de rue, de pierres contre les gaz lacrymogènes, ni de grèves générales pacifiques ; et ce ne sera pas non plus la lutte d'un peuple en colère qui détruit en deux ou trois jours le dispositif répressif des oligarchies dirigeantes ; ce sera une longue lutte, sanglante, dont le front se trouvera dans les abris des guérillas, dans les villes, dans les maisons des combattants, où la répression cherchera des victimes faciles parmi leurs proches, dans la population paysanne massacrée, dans les villes et les villages détruits par le bombardement ennemi.

On nous a acculés à cette lutte ; il ne nous reste pas d'autre ressource que de la préparer et de nous décider à l'entreprendre. Les débuts ne seront pas faciles. Ils seront extrêmement difficiles. Toute la capacité de répression, toute la capacité de brutalité et de démagogie des oligarchies sera mise au service de cette cause. Notre mission, dans les premiers temps, sera de survivre, ensuite l'exemple continu de la guérilla fera son œuvre, réalisant la propagande armée, selon l'acception vietnamienne du terme, autant dire la propagande des tirs, des combats qui sont gagnés ou perdus mais qui se livrent contre les ennemis. Le grand enseignement de l'invincibilité de la guérilla imprégnera les masses de dépossédés. La galvanisation de l'esprit national, la préparation à des tâches plus dures, pour résister à de plus violentes répressions. La haine comme facteur de lutte ; la haine intransigeante de l'ennemi, qui pousse au-delà des limites naturelles de l'être humain et le change en une efficace, violente, sélective et froide machine à tuer. Nos soldats doivent être ainsi ; un peuple sans haine ne peut triompher sur un ennemi brutal.

Il faut mener la guerre jusqu'où l'ennemi la mène : chez lui, dans ses lieux d'amusement ; il faut la faire totalement. Il faut l'empêcher d'avoir une minute de tranquillité, une minute de calme hors de ses casernes, et même dedans : il faut l'attaquer là où il se trouve ; qu'il ait la sensation d'une bête traquée partout où il passe. Alors il perdra peu à peu son moral. Il deviendra plus bestial encore mais on notera chez lui les signes de la défaillance qui se font voir.

Et qu'on développe un véritable internationalisme prolétarien ; avec des armées prolétariennes internationales, où le drapeau sous lequel on lutte devienne la cause sacrée de la rédemption de l'humanité, de telle sorte que mourir sous les enseignes du Viet-Nam, du Venezuela, du Guatemala, du Laos, de la Guinée, de la Colombie, de la Bolivie, du Brésil, pour ne citer que les théâtres actuels de la lutte armée, soit également glorieux et désirable pour un américain, un asiatique, un africain, et même un européen.

Chaque goutte de sang versé sur un territoire sous le drapeau duquel on n'est pas né, est une expérience que recueille celui qui en survit pour l'appliquer ensuite à la lutte pour la libération de son lieu d'origine.

Et chaque peuple qui se libère est une étape gagnée de la bataille pour la libération de son propre peuple.  
C'est l'heure de modérer nos divergences et de tout mettre au service de la lutte.

Que de grands débats agitent le monde qui lutte pour la liberté, nous le savons tous et nous ne pouvons le dissimuler. Que ces discussions aient atteint un caractère et une acuité tels qu'il semble extrêmement difficile, sinon impossible le dialogue et la conciliation, nous le savons aussi. Chercher des méthodes pour entamer un dialogue que les adversaires éludent, c'est une tâche inutile. Mais l'ennemi est là, il frappe tous les jours et il nous menace avec de nouveaux coups et ces coups nous uniront aujourd'hui, demain ou après demain. Ceux qui en sentent la nécessité et se préparent à cette union nécessaire seront l'objet de la reconnaissance des peuples. Etant donné la virulence et l'intransigeance avec lesquelles on défend chaque cause, nous autres, les dépossédés, nous ne pouvons prendre parti pour l'une ou l'autre forme d'expression des divergences, même quand nous sommes d'accord avec certaines positions de l'une ou l'autre partie, ou dans une mesure plus grande avec les positions d'une partie plus qu'avec celles de l'autre. Au moment de la lutte, la forme que prennent les divergences actuelles constitue une faiblesse ; mais dans l'état où elles se trouvent, vouloir les régler avec des mots est une illusion. L'histoire peu à peu les effacera ou leur donnera leur véritable sens.

Dans notre monde en lutte, toute divergence touchant la tactique, les méthodes d'action pour l'obtention d'objectifs limités, doit être analysée avec le respect dû aux appréciations d'autrui. Quant au grand objectif stratégique, la destruction totale de l'impérialisme au moyen de la lutte, nous devons être intransigeants.

Résumons ainsi nos aspirations à la victoire : destruction de l'impérialisme par l'élimination de son bastion le plus fort : la domination impérialiste des Etats-Unis d'Amérique du Nord. Prendre comme mission tactique la libération graduelle des peuples, un par un ou par groupes, obligeant l'ennemi à soutenir une lutte difficile sur un terrain qui n'est pas le sien ; liquidant ses bases de subsistance qui sont ses territoires dépendants.

Cela veut dire une guerre longue. Et nous le répétons une fois de plus, une guerre cruelle. Que personne ne se trompe au moment de la déclencher et que personne n'hésite à la déclencher par crainte des conséquences qu'elle peut entraîner pour son peuple. C'est presque la seule espérance de victoire.

Nous ne pouvons pas rester sourds à l'appel du moment. Le Viet-Nam nous l'apprend avec sa leçon permanente d'héroïsme, sa tragique et quotidienne leçon de lutte et de mort pour remporter la victoire finale.

Au Viet-Nam, les soldats de l'impérialisme connaissent les inconvénients de celui, qui habitué au niveau de vie qu'affiche la nation amé-

ricaine, doit affronter une terre hostile ; l'insécurité de celui qui ne peut faire un pas sans sentir qu'il foule un territoire ennemi ; la mort de ceux qui s'avancent au-delà de leurs redoutes fortifiées ; l'hostilité permanente de toute la population. Tout ceci a des répercussions dans la vie interne des Etats-Unis, et fait surgir un facteur qu'atténue l'impérialisme en pleine vigueur : la lutte des classes sur son territoire même.

Comme nous pourrions regarder ce qu'il y a de proche et de lumineux, si deux, trois, plusieurs Viet-Nam fleurissaient sur la surface du globe, avec leur part de mort et d'immenses tragédies, avec leur héroïsme quotidien, avec leurs coups répétés assénés à l'impérialisme, avec pour celui-ci l'obligation de disperser ses forces, sous les assauts de la haine croissante des peuples du monde !

Et si nous étions tous capables de nous unir, pour porter des coups plus solides et plus sûrs, pour que l'aide variée aux peuples fût encore plus effective, que grand et proche serait l'avenir !

Si nous autres, ceux qui en un petit point de la carte du monde nous accomplissons le devoir que nous préconisons et mettons au service de la lutte ce peu qu'il nous est permis de donner : nos vies, notre sacrifice, il nous revient un de ces jours de lancer le dernier soupir sur n'importe quelle terre, désormais nôtre, arrosée par notre sang, sachez que nous avons mesuré la portée de nos actes et que nous ne nous constituons rien d'autre que des éléments de la grande armée du prolétariat, mais nous nous sentons fiers des leçons reçues de la Révolution cubaine et de son grand dirigeant suprême, la grande leçon qui émane de son attitude dans cette partie du monde : « qu'importent les dangers ou les sacrifices d'un homme ou d'un peuple, quand ce qui est en jeu c'est le destin de l'humanité ».

Toute notre action est un cri de guerre contre l'impérialisme et un appel vibrant à l'unité des peuples contre le grand ennemi du genre humain : les Etats-Unis d'Amérique du Nord. N'importe où nous surprendra la mort, quelle soit la bienvenue, du moment que notre cri de guerre, parvienne à une oreille réceptive, et qu'une autre main se tende pour empoigner nos armes, et que d'autres hommes se lèvent pour entonner les chants funèbres avec le crépitement des mitrailleuses et de nouveaux cris de guerre et de victoire.

« Che. » GUEVARA.

(Traduction du supplément spécial de Tricontental).